

43 - Programme du Conseil national de la Résistance (extraits)⁵⁸

15 mars 1944

Mesures à appliquer dès la libération du territoire

Unis quant au but à atteindre, unis quand aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du CNR⁵⁹, proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération :

1° Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle.

2° Afin de veiller au châtiement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration.

3° Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation, ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis y compris les participations acquises depuis l'Armistice par le gouvernement de l'Axe et par leurs ressortissants dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable.

4° Afin d'assurer :

- l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;
- la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;
- la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ;
- la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
- l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;
- le respect de la personne humaine ;
- l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi.

5° Afin de promouvoir les réformes indispensables :

(...)

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue

58. Source : O. Wieviorka et C. Prochasson, *La France du XX^e siècle, documents d'histoire*, Paris, Seuil, 1994, p. 398-401. Voir aussi, P. Liqueur, « Restaurer, réformer, agir : la France en 1945 », *Les Études de la Documentation française*, Paris, 1995, p. 36 et suivantes.

59. CNR : Conseil national de la Résistance.

possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la République pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particula-

risme, tout ferment de division qui pourraient freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du CFLN⁶⁰ et de son président, le général de Gaulle !

En avant pour le Combat, en avant pour la Victoire, afin que

Vive la France !

60. CFLN : Comité français de Libération nationale.

Documents

1 - Lettre de Georges Pompidou à Edmond Michelet sur le projet d'un Centre d'art contemporain sur le plateau Beaubourg¹ 13 décembre 1969

Mon cher ministre,

À la suite de la décision prise en Conseil restreint le 11 décembre et concernant la construction d'un ensemble monumental consacré à l'art contemporain sur l'emplacement du plateau Beaubourg, je crois devoir vous donner quelques précisions sur la manière dont je conçois ce projet.

Il m'apparaît que la première précaution à prendre sans tarder est de demander à M. le préfet de Paris de confirmer que la ville est disposée à céder le terrain gratuitement, l'État assumant tous les frais de l'aménagement et de la construction. Une convention devra probablement être passée à cet effet, laquelle ne devrait comprendre aucune servitude quant à la conception et à l'aménagement du futur monument. Il va de soi que la construction ne pourra pas être commencée sans qu'aient été recueillies ultérieurement les autorisations légales, mais la convention initiale ne devrait concerner que la mise à disposition.

En même temps que cette discussion avec la ville sera entreprise, il y a lieu de mettre à l'étude dans vos services le projet du concours qui sera ouvert. Je souhaite que ce concours soit le plus souple possible. Ceci veut dire que les conditions du concours ne devront comporter qu'un minimum de servitudes se rapportant à l'utilisation envisagée des lieux, et qu'il appar-

tiendra aux architectes, en fonction de ces servitudes, d'établir leurs projets sans avoir à se préoccuper de règlements tels que ceux concernant la limitation de hauteur. Ce n'est que dans un second stade et sur un des projets retenus pour leur qualité esthétique et leur adaptation aux besoins d'un centre de l'art moderne que l'on pourra être amené à prendre position sur ce problème de hauteur.

Il convient aussi que le concours soit accessible à tout architecte de talent, serait-il jeune et dépourvu de moyens financiers. Les conditions d'organisation du concours doivent donc prévoir sous des formes à définir le moyen pour tout architecte, dont le projet aurait été remarqué, d'être rémunéré de son travail et des frais engagés.

Vous voudrez bien faire établir des prévisions financières afin que le ministre de l'Économie et des Finances puisse, de son côté, dégager les sommes nécessaires, lesquelles devront être considérées comme un supplément exceptionnel à votre budget normal.

L'ensemble architectural devra non seulement comprendre un vaste musée de peinture et de sculpture, mais des installations spéciales pour la musique, le disque, éventuellement le cinéma et la recherche théâtrale. Il serait souhaitable qu'il puisse également comprendre une bibliothèque, à tout le moins une bibliothèque regroupant

1. Source : *Georges Pompidou et la modernité*, Paris, Galerie du Jeu de Paume, 1999, p. 182-183. Georges Pompidou, président de la République ; Edmond Michelet, ministre des Affaires culturelles de 1969 à 1970.

tous les ouvrages consacrés aux arts et à leur évolution la plus récente.

Deux questions paraissent se poser sur lesquelles il me serait utile de recueillir votre avis.

Faut-il admettre des architectes étrangers à concourir ?

Quelle doit être la composition du jury ?

Sur ce dernier point en tout cas, il me paraît indispensable qu'une part importante soit réservée dans le jury à quelques architectes étrangers de réputation mon-

diale ainsi qu'à des « utilisateurs » du bâtiment, tels qu'un directeur de musée d'art moderne, un grand musicien, etc.

Vous savez, mon cher ministre, l'intérêt personnel que je porte à cette réalisation. Vous avez bien voulu me dire que le vôtre n'était pas moins grand. Compte tenu des délais incompressibles, il importe d'aller vite et d'engager sans retard les démarches et études préliminaires. Je compte sur vous et sur vos services pour cela.

Veuillez agréer, mon cher ministre, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

2 - Décret n° 70-978 portant création d'une Direction du théâtre, des maisons de la culture et des lettres²

27 octobre 1970

Article premier

La Direction des spectacles, de la musique et des lettres du ministère des Affaires culturelles est supprimée.

Article 2

Il est créé au ministère des Affaires culturelles une Direction du théâtre, des maisons de la culture et des lettres.

Article 3

La Direction du théâtre, des maisons de la culture et des lettres conserve les attributions de l'ancienne Direction des spectacles, de la musique et des lettres, exception faite de celles relevant du Service de la musique, de l'art lyrique et de la danse.

Lui sont en outre rattachées les attributions suivantes :

- maisons de la culture ;
- actions et relais culturels ;

- construction et équipement des maisons de la culture.

Article 4

Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret, notamment celles des décrets n° 45-1889 du 18 août 1945, n° 59-889 du 24 juillet 1959, n° 61-1349 du 11 décembre 1961, n° 66-803 du 28 octobre 1966 et n° 69-297 du 2 avril 1969.

Article 5

Le Premier ministre, le ministre chargé des Affaires culturelles, le ministre de l'Économie et des Finances, le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives, et le secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

2. Source : *Journal officiel de la République française (JORF)*, 28 octobre 1970, p. 9 964. Décret signé par Georges Pompidou, président de la République ; Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre ; André Bettencourt, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, ministre chargé des Affaires culturelles par intérim ; Philippe Malaud, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives ; Jacques Chirac, secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances.

2 - Intervention de Jack Lang à l'Assemblée nationale (extraits)²

17 novembre 1981

Jack Lang, ministre de la Culture.

– Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, doubler le budget de la culture en temps de crise, est-ce bien raisonnable ?

Alors même que, sous l'impulsion vigoureuse du Premier ministre, le gouvernement et le pays se mobilisent pour gagner la bataille de l'emploi, l'urgence ne commandait-elle pas d'autres priorités ? N'est-ce point là heurter de front le sens commun ?

2. Source : *JORF*, Assemblée nationale, 2^e séance, 17 novembre 1981, p. 3870-3873.

Sur le chemin des interrogations décapantes, posons la question des questions : un ministre de la Culture, pour quoi faire ? Pour éclairer d'un petit coin de ciel bleu le sévère appareil de l'État ? Pour apaiser les consciences malheureuses ? Pour féconder l'avenir ?

La réponse à cette importante question, c'est le pays tout entier qui l'a, le 10 mai 1981, proférée. Rappelez-vous les explosions de bonheur aux quatre coins de la France, les retrouvailles de la Bastille, l'invitation à la vie et au mouvement, le déferlement de joie dans toutes les grandes capitales du monde pour célébrer le commencement libérateur.

Même élan, même appel, même enthousiasme, le 21 mai, lorsque, porté par le peuple de Paris, escorté par les écrivains, les créateurs, les savants de plusieurs nations, le nouveau président gravissait les marches du Panthéon, à la rencontre de Jean Jaurès, de Jean Moulin et de Victor Schoelcher.

Comment pourrait-on aujourd'hui oublier les visages et les voix du quartier Latin et cette ferveur à l'unisson de *L'Hymne à la joie* ? Voici qu'enfin un pouvoir, le pouvoir, n'avait plus peur ni de la jeunesse ni de l'intelligence et que, pour la première fois, les forces de la création se reconnaissaient en lui. Voici qu'enfin, un pouvoir, le pouvoir, renouant avec la mémoire du pays, pouvait inventer à son peuple un avenir.

Rappelez-vous aussi les premiers gestes, simples et éloquents, du président de la République : la naturalisation de deux grands écrivains, Julio Cortazar et Milan Kundera, préfigurant celle, intervenue voici quelques jours, de Leonid Pliouchtch.

Rappelez-vous encore : sa première visite officielle à Paris fut pour le Centre Georges-Pompidou, hommage rendu à la création. Il fut aussi le premier président de la République française à se rendre au festival d'Avignon, hommage rendu au puissant mouvement du théâtre populaire né avec Jean Vilar et Jeanne Laurent dans la mouvance de la Libération.

Par chacun de ses actes, le président scelle, dès le début, la réconciliation de l'art et de l'État.

Désormais, et je l'espère pour très longtemps, il n'y aura plus, d'un côté, l'imagination des uns tendant leur sébile et le désespoir des autres fabriquant des cocktails Molotov³. Désormais, le pouvoir, ce pouvoir, s'emploiera, lui aussi, à retrouver, sous les pavés, la page...

Le droit à la vie : ainsi s'écrit l'appel du 10 mai. Le droit à la vie, ou le droit à l'avenir. Le droit à la vie, c'est le droit au travail – et c'est la principale bataille – et c'est, osons les mots, le droit au bonheur, le droit à la beauté.

Droit au travail, droit à la beauté, même combat ! Les plus pauvres sont toujours privés des deux ; les plus riches sont souvent gavés de l'un et de l'autre.

Droit au travail, droit à la beauté, oui, c'est bien le même combat, la même ambition : redonner au pays santé, ardeur et appétit de vivre, propager le goût d'entreprendre, restaurer l'esprit d'aventure, de recherche et de création.

Une nation ne saurait remporter la victoire sur les champs de bataille de l'économie si la guerre qu'elle mène ne s'éclaire pas d'un autre enjeu, enjeu essentiel non pas seulement pour le niveau de vie, mais aussi pour l'art de vivre.

Dans sa belle région du Nord - Pas-de-Calais, le Premier ministre, qui nous fait l'honneur d'être ici présent ce soir, a dès 1976 montré le chemin en plaçant son conseil régional à l'avant-garde de l'effort culturel : 10 % de son budget régional sont consacrés à la culture. Car il sait bien qu'une région sans vie intellectuelle, sans vie artistique, est une région qui meurt économiquement. Suivant l'exemple du Nord - Pas-de-Calais et d'autres communes pionnières, les élus municipaux de 1977 ont, partout à travers la France, ouvert les chantiers de l'avenir et labouré des terres nouvelles.

Une France en marche, une France au travail, c'est avant tout une France

3. Référence à une intervention, en mai 1973, de Maurice Druon qui avait suscité une vive émotion au sein des milieux culturels en déclarant : « Les gens qui viennent à la porte de ce ministère avec une sébile dans une main et un cocktail Molotov dans l'autre devront choisir. »

foisonnante et inventive, une France confiante en elle-même, explorant les gisements encore insoupçonnés de son intelligence.

Puis-je avancer une hypothèse ? L'échec économique de nos prédécesseurs fut d'abord un échec culturel. Ils avaient perdu la foi en la force de l'esprit et de la volonté. Nous croyons en la force de l'esprit et de la volonté pour transformer le cours des choses.

La culture, c'est donc la vie de l'esprit. Elle ne peut être confinée en une lointaine forteresse, éloignée des douleurs et des peines des hommes ; elle est la vie même. Par conséquent, la conduite à tenir, pour le ministre de la Culture du gouvernement de Pierre Mauroy, se dessine clairement. Pourquoi un ministre de la Culture ? Pour accomplir une double tâche ; apporter sa propre contribution avec les autres ministères de ce gouvernement, avec le Parlement, au projet de civilisation voulu par le pays, et conduire une politique nouvelle pour l'art et la création.

Et d'abord un ministère au service d'un projet de civilisation. Voilà une tâche qui n'est pas simple. Et fini le temps où, campant jalousement sur ses hauteurs, l'administration de la culture somnolait loin des bruits du monde. Place aujourd'hui à une vision plus ample, plus ouverte et plus généreuse ! Cette vision, je la résumerai en quelques mots : la culture n'est la propriété de personne. Elle n'est la propriété ni d'un ministère, fût-il installé rue de Valois, ni d'une classe, fût-elle la classe possédante, ni d'une ville, fût-elle notre capitale à tous, ni d'un seul secteur, fût-il le secteur public.

La culture n'est pas la propriété d'une administration. Si notre ambition culturelle est une ambition de civilisation, alors aucun ministère n'en est exempté. Chaque administration, chaque service public, chaque entreprise nationale en sera l'artisan. Ce gouvernement ne compte pas un ministre de la Culture, mais, si je puis dire, quarante-quatre ministres de la Culture, car chacun à sa manière peut apporter sa contribution à ce projet d'ensemble. Par chacun de ses actes, chaque ministre contribue à ce projet.

Culturelle, l'abolition de la peine de mort que vous avez décidée ! Culturelle, la

réduction du temps de travail ! Culturelle, le respect des pays du tiers-monde ! Culturelle, la reconnaissance des droits des travailleurs ! Culturelle, l'affirmation des droits de la femme !

Sur chaque membre du gouvernement repose une responsabilité artistique évidente. Comment, par exemple – comme l'indiquait tout à l'heure M. Pesce – le ministre de la Culture pourrait-il seul mettre fin à cette injustice criante qui, un siècle après Jules Ferry, prive des millions d'enfants français du droit effectif à l'apprentissage d'un art ? Ainsi que le Premier ministre l'a annoncé ici même dans son discours-programme, le ministre de l'Éducation nationale et le ministre de la Culture devront ensemble jeter les bases – et avant l'automne prochain – d'une grande loi sur l'éducation artistique.

Que dire aussi – c'est une évidence – du devoir de coopération entre le ministre de la Culture et celui de la Communication ?

Comment comprendre que dans cette phase transitoire normale les médias ne puissent pas plus diligemment contribuer à la politique culturelle voulue par le pays ?

Comment justifier que la nation puisse financer – mais je pense que remède y sera apporté bientôt – deux politiques culturelles contradictoires : celle qui sera conduite par le gouvernement après votre vote d'aujourd'hui et celle qui sera animée par les chaînes de radio et de télévision ? À quoi bon aider, par le budget de l'État, la musique qui éveille si, dans le même temps, la musique qui assoupit envahit les antennes ?

Je pourrais multiplier les exemples : pourquoi une architecture nouvelle, pourquoi une autre politique du livre, pourquoi une rénovation des musées, pourquoi une réanimation du marché de l'art, pourquoi une décentralisation artistique, si les télévisions et les radios refusaient de comprendre le sens et la portée de votre effort budgétaire ?

Autre administration clé d'un renouveau culturel : les relations extérieures. Comment se résigner au recul de notre langue ? Comment accepter le déclin des exportations de nos films et de nos livres ? Ici encore, les rênes ont été reprises par le gouvernement, la coopération bilatérale

avec plusieurs pays renforcée, des initiatives internationales lancées : l'implantation, bientôt, d'une fondation européenne pour la culture ; la création d'un conseil des peuples méditerranéens ; l'organisation, sous l'impulsion de l'écrivain Gabriel Garcia-Marquez, d'une fédération des peuples latins et l'installation prochaine à Paris d'une maison des cultures du monde.

Avec le ministre des Relations extérieures et le ministre de la Communication, les 4 et 5 décembre prochains, nous travaillerons deux jours pour mettre sur pied une meilleure coordination afin d'assurer une présence plus rayonnante de notre pays hors de nos frontières.

Je pourrais poursuivre ce voyage à travers chacun des ministres : pas une seule administration qui puisse échapper à ce combat pour un art de vivre ! Avec chacun de mes collègues, et dans l'amitié que M. le Premier ministre sait faire régner entre nous, le ministre de la Défense comme celui de la Santé, ici présent, celui de la Justice comme celui de l'Industrie, la collaboration est établie.

Dans le même esprit, chacun des membres du gouvernement s'emploie à appliquer les directives culturelles du président de la République : généralisation effective du 1 % à l'ensemble des constructions publiques ; amélioration de la commande publique architecturale. Bref, c'est l'ensemble du secteur public qui devra se mettre en mouvement : entreprises nationales, universités, établissements publics.

Deuxième observation : la culture n'est pas la propriété d'une classe.

Pas plus qu'elle n'appartient à une seule administration, la culture n'est une chasse gardée ou le bien privé d'une classe sociale. On le sait. M. Pesce et M. Planchou l'ont rappelé tout à l'heure : la situation de division en classes sociales se traduit sur le plan culturel. Un Français sur deux n'a jamais vu s'illuminer une scène de théâtre ; trois Français sur quatre n'ont jamais franchi l'enceinte d'un musée ; un Français sur trois n'a jamais rêvé sur un roman ou feuilleté un livre d'art. Pourquoi les plaisirs de l'esprit seraient-ils l'apanage exclusif des privilégiés du savoir et des loisirs ?

L'acte du 10 mai, qui doit à chaque instant nous inspirer, impose aux dirigeants

et aux hommes de culture de ce pays un devoir impérieux : ne jamais oublier que si aujourd'hui, par ce doublement des crédits, une chance nouvelle est donnée à la création, c'est aux travailleurs et à leur volonté que nous le devons. C'est à eux que notre ministre doit d'abord penser, sans paternalisme, sans condescendance, et sans se faire trop d'illusions sur la difficulté qu'il y aura, lentement, pas à pas, à transformer le paysage.

Aussi avons-nous, dès notre arrivée, fait savoir aux grandes confédérations syndicales que le ministère de la Culture était aussi leur maison. Le saviez-vous ? Elles n'en avaient jamais franchi auparavant les portes.

Troisième observation : la culture n'est pas la propriété d'une ville, fût-elle la capitale.

Le phénomène est connu ; des siècles de centralisation ont trop souvent dépossédé les provinces de leurs richesses et de leur dignité. Aujourd'hui encore, telle une pompe aspirante, la capitale draine vers elle artistes, intellectuels et créateurs. On rêve d'un dialogue à mille voix, et retentit seulement un soliloque.

Le pays a tout à gagner à la résurrection des mémoires enfouies et au réveil des imaginations bridées. Finie la culture octroyée d'en haut, même d'une tribune, comme ici ce soir, telles ces miettes de profit que Mme Boucicaut, la dame du Bon Marché, distribuait jadis au bon peuple.

Chaque homme de culture doit aujourd'hui savoir que, quel que soit l'endroit où il est né, quel que soit l'endroit où il vit, il a un plein droit à poursuivre son œuvre sur place. Le « vivre-et-travailler-au-pays » vaut aussi pour les intellectuels et les hommes de culture.

Ainsi, nous l'espérons, le tissu culturel du pays s'irriguera-t-il peu à peu d'un sang neuf, et là où la broussaille avait parfois stérilisé les terres cultivées, la sève de la vie circulera à nouveau.

Quatrième observation : la culture n'est pas la propriété d'un seul secteur, fût-il le secteur public.

Le secteur privé de la culture recouvre des activités nombreuses et essentielles : le livre, le disque, le cinéma, les

métiers d'art, le mobilier urbain, la création industrielle, la mode, l'art de l'habitat, la photographie, la facture instrumentale, le marché de l'art. Faut-il abandonner ces activités à leur propre sort, et assister, passif, au déclin de certaines ?

Un État libéral pourrait avoir ce comportement ; ce serait accepter la domination croissante des groupes multinationaux. Ni indifférence ni ingérence : tel sera notre mot d'ordre. Il n'y a pas d'un côté la grande culture, la noble culture, aux mains propres, celle du secteur public et, de l'autre, la culture aux mains sales, celle des entrepreneurs d'industries culturelles.

Au moment où, grâce à votre vote, je l'espère, l'État va retrouver sa grande tradition de mécénat public, il peut sans complexe se tourner vers le secteur privé et entretenir avec lui des relations adultes et sereines. Au fond, c'est une véritable politique de filières – je vous demande de m'excuser d'employer ce mot qui peut choquer, quand on parle d'art et de culture – qui devra être négociée, branche par branche, secteur par secteur.

Pas davantage, le gouvernement ne découragera le mécénat privé, dès lors qu'il n'est plus le substitut à un État défaillant, mais l'allié d'un pays qui croit à nouveau en lui-même.

Vous le voyez, mesdames, messieurs les députés, c'est un vaste mouvement qu'il nous faut aujourd'hui mettre en branle. Les acteurs sont nombreux : l'État, les collectivités locales, les entreprises publiques, les entreprises privées, les organisations syndicales, les mouvements culturels, les artistes, les hommes de culture.

Au printemps prochain, des assises nationales pour la culture réuniront l'ensemble des partenaires de la vie culturelle du pays et un plan national pour la culture traduira les nouvelles aspirations des citoyens et des créateurs.

Un ministère au service de l'art et de la création.

Après une longue adolescence, l'âge de la maturité est enfin venu pour ce ministère. Il a vingt-deux ans. L'heure du passage à l'âge adulte n'a que trop tardé. Parent pauvre du budget de l'État, il en était en quelque sorte la « Cendrillon ». Six

milliards de francs, un doublement en francs courants, c'est une première étape vers le 1 % promis et décidé pour 1983. C'est la volonté même du président de la République, c'est la volonté même du Premier ministre, confirmée par le plan intérimaire.

Saluons l'événement, car on ne le reverra pas de sitôt ! Ce n'est pas chaque année qu'on doublera le budget de la Culture. Jamais en une année une administration de l'État n'avait connu pareille progression.

C'est une nouvelle naissance. André Malraux, à qui cette croissance avait été refusée, avait coutume de dire, pour minimiser l'importance des crédits de la Culture et pour tenter de convaincre les députés : « Trois sous multipliés par deux, cela ne fait jamais que six sous ». Et Jacques Duhamel, passant de l'Agriculture au ministère de la rue de Valois, observait : « Ce sont les mêmes chiffres, mais les uns sont libellés en nouveaux francs alors que les autres le sont en anciens francs ».

Certes, la progression est spectaculaire, mais en même temps elle est modeste. Trois milliards de francs de plus, c'est l'équivalent de cent cinquante kilomètres d'autoroute.

Non, le ministère de la Culture ne croulera pas sous l'or. Les besoins, vous le savez, sont immenses, et vous, élus du peuple, élus de circonscriptions populaires, vous qui côtoyez le désert culturel, vous savez l'immensité des besoins à satisfaire.

Du reste, les chiffres en eux-mêmes ne sont rien ; ce sont les tâches qui justifient les chiffres. Pourquoi ce budget accru ? Simplement pour « faire plus », sans rien changer à rien, ou un budget accru pour faire mieux et pour faire autrement ? La réponse est évidente si l'on veut être à la mesure de la confiance du Parlement et du pays.

D'ailleurs, sans argent – les caisses étaient vides à notre arrivée – et en six mois, la preuve a été faite qu'avec un peu de volonté politique, avec le soutien d'un gouvernement ardent et actif, on peut inverser le cours des choses.

Je cite sans hiérarchie : la loi sur le prix du livre, la réforme de l'Opéra, la réorganisation de trois directions du ministère, la création d'une nouvelle Direction du déve-

loppement culturel, la désignation de nouveaux animateurs de centres dramatiques nationaux, sans parler des grands projets énoncés par le président de la République : La Villette, la Défense, la préparation d'une grande exposition universelle pour 1989.

Et pour 1982, quelle politique ?

Le temps me manque pour vous exposer, secteur par secteur, nos différents projets, tant est féconde l'imagination de ceux qui veulent bien travailler à nos côtés.

Deux maîtres mots résument notre politique, qui ont d'ailleurs été prononcés tout à l'heure par vos deux rapporteurs : création et décentralisation. Donner toutes ses chances à chaque créateur français, donner toutes ses chances à chaque citoyen français, quel que soit son lieu d'habitation, quel que soit son lieu de vie.

La création, faut-il de longs discours pour en justifier la nécessité ? Quand on ne crée pas, on meurt, et quand on ne crée pas librement, on meurt aussi. Il n'y aura pas d'art imposé, ni par l'État ni par la mode. Libre cours à toutes les formes, et en tous lieux. Pas de modèle unique, et à chacun ses choix : l'art savant ou l'art populaire, l'art nouveau, l'art traditionnel. Et le budget que nous vous présentons ce soir illustre cette orientation.

Et le patrimoine, diront certains, sera-t-il sacrifié à la création ? Nul besoin pour nous d'une année du patrimoine pour le bien traiter. Mieux que jamais, et sans tambour ni trompette, il sera préservé, entretenu, enrichi. D'ailleurs, comment le séparer de la création ? La création s'en nourrit, et le patrimoine doit s'ouvrir largement au bouillonnement du temps présent.

La décentralisation est l'autre maître mot de notre politique. Sous ce vocable, il y a beaucoup de confusion parfois. Sachons en distinguer clairement les composantes. Décentraliser, cela signifie beaucoup de choses à la fois, et souvent contradictoires.

C'est la revendication simultanée de trois droits.

D'abord, le droit des élus à s'auto-administrer – la loi Defferre va dans ce sens – et à concevoir leur politique culturelle.

Ensuite, le droit des artistes à créer dans leur ville, à vivre dans leur cité. Les artistes, d'ailleurs – c'est l'un des paradoxes français – ne se considèrent comme authentiquement « décentralisés » qu'une fois reconnus par la collectivité nationale. C'est un peu notre rôle de contribuer à cette reconnaissance nationale.

Enfin, le droit des citoyens à la présence parmi eux d'une vie culturelle intense.

Ces trois droits ne sont pas toujours faciles à ajuster ensemble, il faut le reconnaître, mais c'est la vie, comme on dit. Notre travail d'arbitrage doit, là, intervenir ; je crois qu'il se fera dans la bonne humeur et la confiance.

Trois droits, mais aussi un devoir : le devoir de l'État de réparer des siècles de blessures et de rabaillage des cultures. En paiement de cette dette qu'il a contractée, l'État doit aujourd'hui contribuer – on l'a rappelé tout à l'heure – au réensemencement et à une nouvelle irrigation du pays.

Ainsi, région par région – nous avons commencé dans le Nord – sans exclure les départements ni les communes, l'État conclura des conventions de développement culturel.

Suis-je trop optimiste ? C'est la question que je poserai avant de conclure.

Je sens, et d'autres avec moi, qu'avec le mois de mai, notre pays connaîtra bientôt une ère nouvelle d'éclosion artistique et intellectuelle. En tout cas, toutes les conditions sont réunies pour une renaissance : les talents, la volonté, le climat spirituel sont là.

(...)

Je livre à votre méditation, à la nôtre, mais aussi à celle de certains donneurs de leçons, cette belle phrase de Schiller, écrite en 1796, lors de la réouverture du théâtre de Weimar : « L'art a le droit, lui aussi, de tenter un vol plus haut, oui, il doit le faire, s'il ne veut pas avoir honte devant la scène de la vie ».

Je m'emploierai pour ma part à faire en sorte que les hommes de culture n'aient pas honte de votre confiance, n'aient pas honte de la scène de la vie choisie par le peuple français.

3 - Communiqué de la présidence de la République sur les « grandes opérations d'architecture et d'urbanisme »⁴

8 mars 1982

À la demande du président de la République, des études ont été conduites depuis plusieurs mois sur la nature et la localisation d'équipements culturels qui seront réalisés au cours des prochaines années. Ces grands projets seront l'occasion d'un renouveau de la création architecturale en France.

Les études ont été menées sous l'autorité des quatre personnalités désignées en octobre par le président :

- Jack Lang, ministre de la Culture ;
- Roger Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du Logement ;
- Paul Guimard, conseiller du président ;
- Robert Lion, directeur de cabinet du Premier ministre.

Le président de la République a lui-même présidé trois réunions de travail à ce sujet. Il a reçu le jeudi 11 février le maire de Paris, avant d'arrêter les décisions suivantes :

I - La Villette

1 - Le musée des sciences, des techniques et des industries de La Villette sera complété par la réalisation d'un parc urbain, conçu comme un grand équipement, vivant et animé. Le programme de ce parc fera, dès le printemps, l'objet d'un concours international.

2 - Une « cité musicale » sera construite dans la partie sud du domaine de La Villette, en continuité avec le quartier. Elle comprendra :

- le Conservatoire national de musique, actuellement localisé rue de Madrid ;
- un auditorium de 3 000 places ;
- des structures de recherche et de création ;
- un musée de la musique.

L'ensemble de ces équipements donnera lieu à plusieurs concours, nationaux ou internationaux.

3 - Le ministre de l'Urbanisme et du Logement apportera son concours à la ville de Paris pour la mise en place des moyens nécessaires à la maîtrise d'une politique urbaine sur l'ensemble du quartier.

II - L'opéra

Un opéra sera construit place de la Bastille.

Ce nouvel opéra moderne et populaire permettra de doubler le nombre actuel des représentations, tout en réduisant sensiblement les coûts de gestion. Il redonnera à Paris le rôle international qui lui revient en ce domaine, et permettra aussi de produire plus de cent représentations par an pour les opéras de province.

Cette réalisation sera l'occasion de concevoir, en concertation avec la ville de Paris, une opération d'urbanisme qui devra notamment mettre en valeur la place de la Bastille, lieu de rassemblement symbolique.

Un concours international sera ouvert cet automne.

4. Source : Présidence de la République, service de presse, 8 mars 1982. Communiqué signé par Jack Lang, ministre de la Culture ; Roger Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du Logement ; Paul Guimard, conseiller du président ; Robert Lion, directeur de cabinet du Premier ministre.

26 - Conférence de presse de Catherine Tasca sur l'éducation artistique pour tous (extraits)⁴¹

14 décembre 2000

C'est avec un grand plaisir que nous vous accueillons aujourd'hui, Jack Lang et moi-même, dans ce lieu emblématique des Grands Travaux culturels. Nous sommes réunis à un moment singulier de l'action de nos deux ministères. Le gouvernement de Lionel Jospin a fait de la Culture et de l'Éducation deux priorités essentielles. Il nous revient, au ministre de l'Éducation nationale et à moi-même de traduire cette ambition

forte et commune en dotant notre pays d'une politique véritable dans le domaine de l'éducation artistique.

Je me réjouis que nous soyons tous deux en charge de nos départements respectifs pour infléchir de façon significative une politique qui n'a jamais fait l'objet d'une volonté à ce point partagée d'installer vraiment l'éducation artistique dans l'école de la République.

41. Source : ministère de la Culture, Département de l'information et de la communication. Cette volonté interministérielle de relance de l'éducation artistique avait été précédée le 22 juillet 1998 d'une circulaire, signée par Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie ; Catherine Trautmann, ministre de la Culture et de la Communication et Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'Enseignement scolaire. Ce texte soulignait que « le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie et le ministère de la Culture et de la Communication affirment ensemble l'enjeu majeur que constitue une véritable éducation artistique et culturelle dès le plus jeune âge, continue et cohérente tout au long de la scolarité et redisent ici leur volonté commune d'œuvrer concrètement pour la démocratisation culturelle qu'ils considèrent comme l'une des missions fondamentales du service public d'éducation ».

Pour le ministère de la Culture ce projet traduit trois préoccupations fondamentales : l'égalité d'accès à la culture pour le plus grand nombre, l'apport de la culture à la constitution de l'identité culturelle, le rôle irremplaçable de la création artistique.

Éducation artistique et accès à la culture

L'éducation artistique est une « urgence » démocratique car, si notre pays est doté d'un fort réseau de création et d'offre culturelle, l'accès à cette création et à cette offre est encore trop inégal. L'éducation artistique doit être proposée à tous, à chaque stade de la scolarité. Elle est au cœur de la mission assignée à mon ministère dès sa création lorsqu'André Malraux voulut rendre accessibles les grandes œuvres de la création au « plus grand nombre ».

Éducation artistique et identité culturelle

L'éducation artistique est un élément essentiel de la construction de soi et d'échange avec l'autre. Elle permet à chacun de découvrir et de construire son identité et son rapport au reste du monde, et cela par deux voies complémentaires : l'assimilation de l'héritage culturel et la découverte de la force et de la diversité de la création. Ainsi l'éducation artistique est, pour chacun, un moyen de développer son aptitude à s'exprimer et sa capacité de résistance critique à tout modèle culturel « achevé » et imposé.

Éducation artistique et création

Il n'y a pas de création artistique sans éducation artistique. Là est aussi l'enjeu : l'éducation artistique permet l'émergence des artistes de demain et suscite les futurs amateurs d'art et de culture qui constitueront la base d'un public renouvelé, curieux, averti et sensible. C'est cette rela-

tion entre création et éducation artistique qui a amené le ministère de la Culture, dès sa constitution, à s'impliquer dans le développement des enseignements spécialisés et dans l'initiation artistique à l'école. C'est ce qui a conduit Jack Lang à formaliser le premier partenariat entre les deux ministères dès 1983.

Depuis lors, ceux-ci ont approfondi leur action commune au travers d'une grande diversité de dispositifs d'intervention, dans des domaines très variés : patrimoine monumental et muséographique, spectacle vivant, cinéma, arts plastiques, écriture.

C'est dans le réseau culturel que le travail a d'abord été engagé. Il a mobilisé un grand nombre d'artistes et d'intervenants, d'institutions artistiques et patrimoniales.

Je voudrais rappeler ici l'engagement ancien des musées et des acteurs du patrimoine, et, à titre d'exemple, les démarches pertinentes d'un Claude Yersin au centre dramatique d'Angers ou de l'équipe de Christian Schiaretti à Reims, l'action de chorégraphes comme Dominique Hervieu et José Montalvo en région parisienne, ou Daniel Larrieu à Tours et de tant d'autres ...

Pour sa part, le ministère de la Culture consacre à l'éducation artistique chaque année des moyens (de l'ordre de 200 MF) que je n'hésite pas à qualifier d'importants. S'y ajoute la contribution de l'audiovisuel public, en particulier depuis la création de la *Cinquième* qui, avec succès, s'adresse au public des jeunes et se veut une chaîne d'accès au savoir.

L'effort entrepris depuis plusieurs années, conforté depuis trois ans, est réel même si l'on doit constater les limites de l'action entreprise. Le droit à l'éducation artistique et à la culture des jeunes reste le droit d'une minorité.

Nous voulons changer cela.

Cela passe, bien sûr, par un engagement nouveau du ministère de l'Éducation nationale. Là est le vrai changement. Là est la raison qui amène le ministère de la Culture à amplifier son effort. Le ministre de l'Éducation nationale évoquera tout à l'heure ses priorités. Pour ma part, je veux ici préciser les projets de mon ministère. (...)

I - L'extension du champ de l'éducation artistique à l'ensemble des disciplines

La généralisation, ce n'est pas forcément une ouverture permanente à l'art, mais plutôt des occasions multiples de rencontres inscrites dans la durée. Il convient donc que chaque élève trouve à chaque étape de son « parcours » une pratique qui corresponde à son aspiration et à ses goûts. Cela suppose, au sein de l'école, une ouverture des disciplines au-delà de celles que l'on y rencontre aujourd'hui. Pour ma part, je mettrai l'accent sur trois champs :

1. L'éducation à l'image et en priorité à l'image cinématographique

Il s'agit d'un enjeu essentiel aujourd'hui eu égard au flux d'images auquel sont confrontés les jeunes. Cette action prioritaire fera l'objet d'un plan de développement associant le patrimoine cinématographique, la production audiovisuelle et la création multimédia.

Ce plan portera d'abord sur le renforcement des actions de sensibilisation au cinéma menées depuis plusieurs années par le CNC en direction du milieu scolaire (école, collège et lycéens au cinéma). En étendant ces dispositifs, fondés sur le spectacle cinématographique en salle, partout où existent à la fois une volonté des établissements scolaires et des exploitants compétents, il accompagnera l'effort spécifique et nouveau du ministère de l'Éducation nationale, les deux actions devant être complémentaires. Mais nous irons au-delà en renforçant les lieux-ressources de l'image : ainsi le projet cinéma de Bercy, auquel je veux donner, outre sa fonction patrimoniale, une forte dimension pédagogique constituera la tête de réseau des pôles ressources-images actuellement mis en place dans les régions. Ces derniers compléteront les Espaces Culture Multimédia actuellement installés dans des lieux culturels très divers et dont le nombre (130 aujourd'hui) doublera d'ici 2002.

2. Le second champ est constitué par la musique ou plutôt les musiques au travers du programme « Musique à l'école »

Ce programme est destiné à élargir les missions d'éducation artistique des écoles de musique à un plus grand nombre de jeunes (aujourd'hui seul un enfant scolarisé sur treize bénéficie d'une formation dans une école de musique). Resté au stade de l'expérimentation, « Musique à l'école » sera mis en œuvre à l'intérieur de l'école élémentaire, au travers de parcours musicaux originaux déterminés par les acteurs locaux : inspections d'académie, DRAC, collectivités locales, conservatoires et institutions de création – comme cela se fait aujourd'hui à Fontenay-aux-Roses ou à Clermont-Ferrand.

3. Et puis l'architecture, le cadre bâti et le paysage

Il faut sensibiliser les jeunes d'aujourd'hui à l'environnement, le plus souvent urbain, dans lequel ils vivent ; les aider à avoir un regard et une exigence envers leur cadre de vie. La politique de sensibilisation à l'architecture, au patrimoine et au paysage menée par le ministère de la Culture sera développée, incluant une prise en compte plus forte de l'histoire des arts, par des actions en milieu scolaire de jeunes architectes formés en vue de ces interventions, par des actions territoriales à l'occasion des Journées du patrimoine ou liées aux contrats de ville.

II - La formation des intervenants artistiques et des médiateurs culturels

L'éducation artistique ne passe pas seulement par une approche pédagogique mais aussi par des occasions de rencontres entre des artistes et des élèves, entre des artistes et des enseignants.

Ces rencontres, il faut permettre à leurs protagonistes de les vivre dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire avec au préalable une formation et une sensibilisation accrues. Le ministère de la Culture et les institutions qu'il soutient parti-

ciperont activement à l'effort de formation artistique des enseignants, notamment dans le cadre des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

Nous mettrons aussi l'accent sur la formation des artistes et des médiateurs. Celle-ci est nécessaire, tout simplement parce qu'il faut connaître le « terrain d'aventures » avant de l'arpenter. Notre pays possède un vivier dense d'artistes ouverts à l'éducation artistique, même si tous ne veulent pas ou ne peuvent pas intervenir de façon continue. À ceux qui souhaitent s'engager, les possibilités de formation à l'intervention en milieu scolaire déjà offertes seront renforcées : dans les cinq ans qui viennent, nous mettrons en place des modules de formation à l'intervention en milieu scolaire pour les futurs artistes ou futurs professionnels dans l'ensemble des écoles d'enseignement supérieur dépendant du ministère de la Culture.

Mais l'objectif de généralisation ne peut être poursuivi avec le seul concours des artistes : tous ne le souhaitent pas et leur nombre n'y suffirait pas. L'éducation artistique doit donc faire appel à un deuxième cercle d'intervenants, susciter des vocations et leur assurer une formation spécifique.

1. En priorité dans le secteur de la musique : à cette fin, le nombre de Centres de formation de musiciens intervenants (CFMI) cofinancés par nos deux ministères sera augmenté : nous voulons le porter de neuf à treize d'ici 2003/2004, et leur implantation territoriale sera rééquilibrée (Normandie, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Île-de-France).

Parallèlement, un plan destiné à accélérer la formation continue des musiciens intervenants en cours d'emploi et non diplômés est mis en œuvre dès cette année.

2. Dans les secteurs de la danse et du théâtre, un effort parallèle sera mené à partir de la rentrée prochaine. Le plan des formations en cours d'élaboration prévoit, pour chaque discipline, des lieux-ressources interrégionaux (cinq pour le théâtre, trois pour la danse) et les types de formation adaptés aux besoins recensés par régions.

3. Dans le domaine des arts plastiques, depuis la rentrée 2000, une formation d'intervenants plasticiens a été ouverte à titre expérimental dans quatre écoles d'art (Amiens, Bourges, Marseille, Strasbourg). Elle sera progressivement généralisée à toutes les régions dans les cinq ans qui viennent.

4. Pour l'architecture et le patrimoine, un dispositif de formation initiale des étudiants d'architecture vient d'être mis en place dans certaines écoles de façon à leur permettre, seules ou en relation avec les Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), d'accompagner les projets culturels des établissements scolaires.

Pour aller plus loin, mes services travaillent, dès maintenant, en relation avec ceux du ministère de l'Éducation nationale, à une nouvelle organisation de la formation des intervenants artistiques qui assure sa diversité et une plus grande souplesse.

III - La mobilisation des institutions artistiques et culturelles

Le nombre des institutions artistiques et culturelles s'est considérablement accru depuis trente ans. Plus de 6 000 sont aujourd'hui recensées : il s'agit là d'un acquis considérable de nos politiques publiques. Ces institutions sont autant de points d'appui pour la réalisation des projets culturels des établissements scolaires. Elles assurent une présence et une permanence artistique et culturelle sur l'ensemble des territoires. C'est pourquoi je les appelle à une mobilisation nouvelle et je veux les aider à mieux jouer leur rôle, en agissant sur trois plans :

1. Il faut d'abord favoriser en leur sein la création ou le renforcement de services partenaires du système éducatif.

Là encore nous disposons d'un sérieux acquis : un grand nombre d'institutions patrimoniales (musées, services d'archives, bibliothèques, monuments) disposent de services éducatifs ; beaucoup de lieux de création et de diffusion possè-

dent un département spécialisé. Il convient donc de conforter ces services et d'aider à leur création là où ils manquent encore. C'est notre objectif pour les cinq prochaines années. Dès 2001, des moyens nouveaux (5,5 MF) y seront affectés, notamment au travers d'un dispositif d'aide à l'emploi, complété par une aide à la formation des personnels concernés gérée par les DRAC, avec pour objectif le renouvellement des contenus et des méthodes.

Il faut souligner ici le soutien dont les institutions artistiques ont bénéficié jusqu'ici de la part des services de l'Éducation nationale sous forme de mises à disposition partielles d'enseignants ou de décharges d'horaires. S'agissant d'un apport essentiel, je souhaite qu'il se poursuive.

2. Nous veillerons aussi à développer les lieux de ressources et de soutien à la pratique artistique qui peuvent être d'utiles points d'appui pour les enseignants. De fait l'information est aujourd'hui très dispersée et incomplète, notamment sur les possibilités de formation et de pratiques amateurs. Elle sera développée, en priorité, à l'échelon régional, s'appuyant notamment sur des lieux et des équipes existants.

3. Il faut enfin aider à l'ouverture et à la rénovation des enseignements spécialisés dont la responsabilité pédagogique incombe à l'État.

Cette ouverture doit être marquée par une diversification des enseignements dispensés dans les conservatoires (une plus grande attention à la danse, une prise en compte plus forte du théâtre, une place effective pour les musiques actuelles et traditionnelles). Il faut aussi renforcer les liens de ces établissements avec la vie artistique locale comme avec les établissements scolaires, faisant ainsi des écoles des lieux où se croisent formation, création et pratique.

Cette nécessaire ouverture s'applique également aux écoles d'art ou encore aux écoles d'architecture qui constituent des pôles importants de la vie culturelle en région.

IV - Le renforcement des partenariats avec les administrations de l'État et les collectivités territoriales

Il n'y a pas d'éducation artistique généralisée sans ancrage dans une politique territoriale et, partant, sans un partenariat voulu, négocié et accompagné aussi bien avec d'autres administrations de l'État qu'avec les collectivités territoriales.

• Avec les ministères de la Jeunesse et des Sports, de la Ville et de l'Agriculture.

Deux raisons se conjuguent pour dynamiser le partenariat avec ces trois ministères : la dimension territoriale de l'éducation artistique et la population concernée. Les établissements scolaires sont installés sur des territoires sur lesquels ils rayonnent et avec lesquels ils sont en étroite relation. Par ailleurs, la population scolaire partage son temps entre le temps de l'école et un temps hors de l'école : l'éducation artistique doit donc être pensée en fonction des différents temps vécus. C'est là qu'elle rencontre son prolongement naturel : la pratique en amateur. Il n'est donc pas étonnant qu'elle constitue un volet de la politique de la ville et du développement rural et trouve place dans les procédures contractuelles : contrats de villes, contrats d'agglomération ou contrats de pays. La pratique amateur est aussi un élément fort de collaboration avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, notamment au travers des contrats éducatifs locaux (CEL) dont nous venons de renforcer le volet artistique et culturel.

• Avec les collectivités territoriales.

Il s'agit de partenaires essentiels sans lesquels l'action du ministère de la Culture n'aurait pu se développer – et je tiens ici à leur rendre hommage.

Si les lois de décentralisation leur ont donné la responsabilité des locaux des écoles, collèges et lycées, elles se sont très vite impliquées dans la vie même des établissements scolaires, notamment dans l'éducation artistique. L'action conjointe et renforcée des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale ne peut être menée à

bien sans elles car, entreprise de démocratisation culturelle, elle ne saurait conduire à une recentralisation. Pour ce qui concerne mon département ministériel, la mobilisation des équipes qui pilotent les institutions culturelles comme la création ou le renforcement de leurs services éducatifs nécessitent la volonté et le concours des collectivités territoriales. C'est encore plus vrai pour l'enseignement de la danse, de la musique, du théâtre ou des arts plastiques dont elles assument la responsabilité.

Cette politique trouvera une illustration à travers huit premiers « protocoles de décentralisation » destinés à préfigurer des hypothèses de partage nouveau des responsabilités que Michel Duffour et moi-même avons décidé de mettre en œuvre dès l'an prochain avec un certain nombre de collec-

tivités territoriales, le domaine des enseignements artistiques ayant été privilégié avec celui du patrimoine.

Voilà, mesdames et messieurs, les orientations que je souhaitais vous présenter aujourd'hui sur la spécificité de mon action dans le champ de l'éducation artistique.

(...)

Ma conviction est qu'il nous faut accentuer l'effort pour que la création soit présente sur l'ensemble du territoire et pour valoriser le patrimoine et que ces deux piliers de la vie culturelle servent de socle à une grande politique de l'éducation artistique. Il s'agit là pour le ministère de la Culture d'une perspective d'avenir conforme à son projet culturel comme à son projet démocratique.